« Sauver la politique Régionale européenne »

Alain ROUSSET, Président de l'ARF et Jean Yves Le Drian, Vice-président en charge des affaires européennes et Claude Gewerc, Président de la Picardie, conduisaient une délégation d'élus régionaux qui a notamment rencontré Danuta HUBNER, Présidente de la Commission de la politique régionale du Parlement européen, Pervenche BERES, Présidente de la Commission de l'emploi et des affaires sociales, Laszlo ANDOR, Commissaire à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion, ainsi que Johannes HAHN, Commissaire à la politique régionale.

La Commission Européenne doit proposer un compromis budgétaire pour la période 2014 – 2020 le 29 juin prochain. Celui-ci sera ensuite longuement discuté par le Parlement européen puis tranché en dernier ressort par le Conseil.

Dans le contexte actuel d'austérité budgétaire dans l'ensemble des Etats membres, les risques de voir certaines politiques fortement amputées voire sacrifiées sont majeurs. C'est notamment le cas le la politique de cohésion qui permet aux régions européennes de bénéficier de financements plus ou moins importants selon leur situation économique.

Ces crédits européens financent des investissements dans la recherche, l'innovation, la modernisation des PME et des exploitations agricoles, l'efficacité énergétique et en fin de compte des emplois dans les territoires.

L'ensemble des personnalités rencontrées ont exprimé leurs fortes craintes de voir le budget européen baisser, et ont exhorté les Régions à défendre au niveau national, un maintien des fonds structurels, a minima au niveau actuel. Or le Gouvernement français est l'un des cinq pays européens à avoir signé un courrier à José Manuel Barroso pour exprimer leur ferme opposition à toute évolution à la hausse du budget européen. La France pourrait être tentée de sacrifier la politique de cohésion pour maintenir à tout prix les financements de la PAC.

Un des enjeux principaux de la négociation à venir réside pour les régions françaises dans l'éventuelle création de « régions intermédiaires ». Cette catégorie permettrait à une dizaine de Régions françaises dont le PIB se situe entre 75% et 90% de la moyenne européenne de continuer à toucher des fonds européens leur permettant de rattraper leur retard et pas seulement de muscler leur compétitivité.

« Les Régions sont vos partenaires. Elles mettent en œuvre de très nombreux projets aux cotés de l'Europe dans les territoires. A chaque nouveau laboratoire, chaque nouvel équipement d'entreprise, chaque nouveau complexe de logement, le drapeau de l'Europe est planté à coté de celui de la Région. C'est cela l'Europe que nos concitoyens connaissent au quotidien. Nous avons une responsabilité commune dans la réussite du projet européen » a déclaré Alain Rousset lors de sa rencontre avec le Commissaire Hahn.

A l'issue de cette journée, les Régions françaises et les représentants des Institutions européennes ont conclu qu'ils partageaient une même démarche : « Maintenir la pression sur les Etats membres pour sauver la politique Régionale et plus largement le budget européen »

Lire la dépêche AFP : Mai 31-2011_ AFP_ Bruxelles

Lire l'article des Echos faisant suite à cette journée : Juin 1er_Les Echos_Bruxelles